

L'Adresse—M. Epp

M. Epp: Nos origines ethniques sont diverses mais nous sommes d'abord des Canadiens. C'est le Canada qui fut le nouveau pays de nos ancêtres. Aussi, depuis mon arrivée dans cette Chambre, monsieur l'Orateur, ai-je été troublé par les déclarations du premier ministre (M. Trudeau) et du ministre des Transports (M. Marchand). A l'heure où raison et compréhension devraient être les qualités dominantes, ils ont pris sur eux, pour expliquer leurs pertes aux élections du 30 octobre, d'attribuer ces pertes au sentiment antifrançais de nombreux Canadiens, notamment de l'Ouest. Comme Canadien de cette partie du pays, je m'oppose à cela. Historiquement parlant, il est faux de dire que nous avons été contre l'Est ou contre les francophones.

Depuis la conquête anglaise, la dualité du Canada avec ses Français et ses Canadiens a dominé les considérations politiques. Lors de la Confédération, on a convenu que le Canada aurait deux langues officielles. On a adopté pour le fédéralisme qui favorisait la préservation des deux cultures. C'est surtout les Québécois qui avaient tenu à cette préservation et, à mon avis monsieur l'Orateur, les Manitobains en 1869 et en 1870. A cette dualité vinrent s'ajouter de nombreuses autres ethnies qui s'établirent au Canada surtout dans les années 1890, au tournant du siècle et de nouveau après les deux guerres mondiales. Le Canada devint un refuge pour ces gens, un refuge de liberté religieuse et politique, une terre d'avenir, une terre où ils seraient des égaux et une terre où on ne les jugerait pas d'après leurs antécédents ou d'après l'accent avec lequel ils parlaient la langue de leur nouvelle patrie. On les jugeait comme des êtres humains et comme des gens de valeur. Bien que nous ayons eu nos différends dans le passé, ces différends ne pouvaient absolument pas se comparer aux liens d'amitié qui nous unissaient et au désir de vivre ensemble comme voisins.

Depuis le 30 octobre divers soi-disant experts politiques ou autres prétendent qu'une grande scission s'est opérée entre les anglophones et les francophones au Canada. Provencher compte un grand nombre de Canadiens-français. Ils tiennent aux droits que leur confère la loi. Ils tiennent aux droits que leur confère la tradition. Mais ils ne font pas servir ces ambitions comme moyens surnaturels pour atteindre un but illusoire.

D'aucuns allèguent que certaines régions hors du Québec ont voté contre ce que des gens appellent la puissance française (French power). Ces mêmes personnes ont prétendu que les Canadiens-Français ont voté en bloc pour le parti du gouvernement car il était le seul qui se souciait du Québec. On prétend que notre parti a reçu un vote négatif de la part des Québécois qui se conformaient ainsi à une tradition historique. Bien que de tels propos puissent s'avérer en partie exacts, monsieur l'Orateur, l'effet des déclarations faites pour semer la discorde, des commentaires à la Chambre et des attitudes affichées par d'autres tendrait à créer la division. C'est une division qui annonce tout simplement que la Confédération ne peut plus fonctionner, que nous ne pouvons plus vivre ensemble, et personnellement, je refuse catégoriquement de me joindre à ces prophètes de malheur tout comme la Chambre ne peut adopter de tels points de vue.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Je soutiens donc, monsieur l'Orateur, que le premier ministre ne devrait pas susciter la zizanie de son propre chef. Je considère ses déclarations comme une simple tentative de gains politiques à court terme. Il devrait plutôt communiquer immédiatement son pro-

gramme législatif au Parlement et au peuple canadien. Que prévoit-il faire au sujet de l'inflation, du chômage? Plus précisément, qu'est-il prêt à faire pour les personnes à revenus fixes, pour les retraités et pour ceux qui voient leurs économies fondre chaque année sous la poussée de l'inflation.

Le discours du trône révèle également que le gouvernement actuel, et plus particulièrement le premier ministre, ont pris conscience de façon soudaine et douloureuse de l'existence des provinces de l'Ouest. J'aimerais lire pour le compte rendu une partie d'un éditorial qui a paru lundi dernier dans la *Tribune* de Winnipeg:

Le programme du premier ministre semble fondé sur l'hypothèse que l'Ouest a obéi à l'envie. Nous étions jaloux de toutes les friandises qu'Ottawa distribuait aux provinces de l'est et du centre du Canada, et nous voulions notre part du gâteau. Si ce n'est pas exactement cela qu'il nous donne, du moins nous en jette-t-il quelques miettes.

L'Ouest a pu se retourner contre les Libéraux pour d'autres raisons. Il se peut tout simplement qu'un grand nombre d'électeurs aient cessé d'aimer les hommes-mystère qu'ils ont élus en 1968, non seulement le premier ministre, mais également les nombreux visages nouveaux de l'arrière-ban qui sont arrivés à Ottawa en même temps que lui. C'est peut-être leur visage, leur style ou la coupe de leurs vêtements qui ont détourné les électeurs. Si c'est le cas, ceux qui pensent ainsi seront peut-être fâchés de constater que les gens contre qui ils ont voté s'accrochent au pouvoir. Plus le gouvernement utilisera son pouvoir pour essayer de les apaiser, plus leur colère pourra grandir.

Si l'on suppose que l'électeur est un animal plus raisonnable, il se peut qu'il ait été bouleversé non pas parce que sa région du Canada recevait trop peu d'Ottawa, mais parce que d'autres recevaient trop. Après tout, M. Trudeau est le politicien qui a promis au Canada qu'il n'y aurait plus de ces friandises gratuites. Ceux qui l'ont cru doivent certainement être déçus en ce moment. Il reste à voir s'il pourra les acheter en leur distribuant à eux aussi un peu de ces friandises gratuites.

J'insiste spécialement sur le dernier paragraphe:

M. Trudeau a récemment admis, dans un moment de candeur, qu'il n'a pu comprendre les Canadiens de l'Ouest. Les résultats de l'élection lui ont donné raison. Malgré le discours du trône, il reste maintenant à savoir si le premier ministre comprend pourquoi il n'a pu comprendre les Canadiens de l'Ouest.

Le dépeuplement des campagnes nous préoccupe dans l'Ouest. L'économie de cette région a toujours très étroitement dépendu de l'agriculture et des commerces qui desservent cette industrie. Les agriculteurs de l'Ouest ont pratiqué le fusionnement des exploitations. Ils ont changé leurs méthodes et sont devenus plus efficaces. C'est ainsi qu'ils ont survécu, non grâce aux programmes gouvernementaux, mais peut-être malgré eux. Ils ont survécu grâce à leur propre initiative.

Provencher représente une localité agricole typique de l'Ouest. Nous y produisons une part importante de la volaille, du bœuf et du lait dont la province a besoin, grâce à la volonté de nos agriculteurs de prendre des risques et d'assurer l'expansion de leurs fermes. Le succès de leur entreprise est bien mérité.

• (2130)

S'il est un programme qui ne contribue pas au maintien de la ferme familiale, c'est l'impôt sur les gains de capital qui a été institué par le gouvernement. Alors que nous, à la Chambre et dans toutes les campagnes canadiennes, déplorons le dépeuplement des zones rurales, nous empêchons pratiquement les fils d'acheter les fermes de leurs pères. De nombreux jeunes gens et jeunes femmes, surtout dans l'Ouest, veulent continuer d'exploiter des fermes. C'est un mode de vie qu'ils veulent préserver, et pourtant, en dépit de certains programmes gouvernementaux, ils éprouvent de graves difficultés à cause de taux